



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA LOIRE

11, rue Mi-Carême

B.P. 502

42007 SAINT-ÉTIENNE CEDEX 1

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de travaux pour la reprise du câblage informatique au centre des Finances Publiques de Charcot à Saint-Étienne (Loire).

MAÎTRE D'OUVRAGE

DDFIP de la Loire

Pôle Ressources et Gestion État

11, rue Mi-Carême

42000 Saint-Étienne

TABLE DES MATIERES

Article 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	2
1.2. <i>Forme du marché et Allotissement</i>	3
1.3. <i>Durée du marché</i>	3
Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
Article 3 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX	3
3.1. <i>Unité monétaire du marché</i>	3
3.2. <i>Forme et contenu des prix</i>	3
3.3. <i>Montant du marché</i>	3
3.4. <i>Travaux modificatifs</i>	3
3.5. <i>Exécution complémentaire</i>	4
3.6. <i>Prestations similaires</i>	4
Article 4 – PAIEMENT DU MARCHÉ	4
4.1. <i>Règlement des acomptes et du solde</i>	4
4.2. <i>Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages</i>	4
4.3. <i>Délai de paiement et intérêts moratoires</i>	4
4.4. <i>Paiement des sous-traitants</i>	4
4.5. <i>Délai de paiement et intérêts moratoires</i>	5
4.6. <i>Application de la TVA</i>	5
Article 5 - DÉLAIS D'EXÉCUTION, PENALITÉS	5
5.1 <i>Délais d'exécution des travaux</i>	5
5.2 <i>Prolongation du délai d'exécution</i>	5
5.3 <i>Pénalités pour retard</i>	6
Article 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	6
6.1 <i>Retenue de garantie</i>	6
6.2 <i>Avance</i>	6
Article 7 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
7.1. <i>Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre</i>	7
7.2. <i>Obligations mises à la charge de l'Administration</i>	7
7.3. <i>Obligations mises à la charge du titulaire</i>	7
7.4. <i>Accès au bâtiment - Lutte contre le travail dissimulé</i>	7
Article 8 - RÉCEPTION DES TRAVAUX	8
Article 9 - RÉSILIATION	8
Article 10 – ASSURANCES	8
Article 11 - POUVOIR ADJUDICATEUR/COMPTABLE ASSIGNATAIRE	9
11.1. <i>Pouvoir adjudicateur</i>	9
11.2. <i>Comptable assignataire</i>	9
Article 12 – TRIBUNAL COMPÉTENT	9
Article 13 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	9

Article 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les conditions d'exécution des travaux pour la reprise du câblage informatique au centre des Finances Publiques de Charcot à Saint-Étienne (Loire).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

1.2. Forme du marché et Allotissement

Le présent marché est un marché à procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les travaux sont répartis en 1 lot unique.

1.3. Durée du marché

Le présent marché prendra effet à compter de la notification du marché et les travaux devront être terminés pour le **30 septembre 2025**.

Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes énumérées par ordre de priorité décroissante :

- le règlement de consultation et son annexe n°1 ;
- l'acte d'engagement et son annexe n° 1 ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe n° 1 dont l'exemplaire détenu par l'administration fait seul foi ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- les plans associés
- la Charte LAN

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 et ses modifications en vigueur au 1er juillet 2024.

Article 3 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

3.1. Unité monétaire du marché

L'unité monétaire du marché est l'euro.

3.2. Forme et contenu des prix

Les prix sont fermes.

Les prestations seront rémunérées par application des prix indiqués dans la DPGF.

L'ensemble des prix devant être renseignés sont réputés comprendre toutes les missions et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement des travaux.

3.3. Montant du marché

Le montant du marché correspond à celui que le soumissionnaire aura indiqué dans sa DPGF.

3.4. Travaux modificatifs

En complément de l'article 13 du CCAG Travaux, il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'ouvrage, des fiches de travaux modificatifs peuvent être émises par celui-ci. Elles définiront :

- le fait générateur des travaux non prévus,
- la définition des travaux non prévus et une évaluation fondée sur les principes énoncés à l'article 3.4.2 ci-dessous.

L'entreprise intéressée doit fournir dans le délai précisé par la fiche, un devis forfaitaire des travaux, celui-ci étant fondé sur les principes énoncés en 3.2.

En complément de l'article 13.1 du CCAG Travaux, le devis remis par l'entreprise et accepté par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, vaut état supplémentaire de prix forfaitaires.

A l'issue de cette phase, l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs est délivré dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG Travaux.

3.5. Exécution complémentaire

En application de l'article 14 du CCAG Travaux, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, le titulaire poursuit les travaux dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant contractuel des travaux, à défaut de décision de les arrêter notifiée par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, au-delà de cette limite, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, cette décision de poursuivre ne peut bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet.

3.6. Prestations similaires

Il est précisé que, pour la réalisation de prestations similaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, conformément à l'article L. 2171-4 du code de la commande publique.

Article 4 – PAIEMENT DU MARCHÉ

4.1. Règlement des acomptes et du solde

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés à prix global et forfaitaire.

4.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

Les projets de décomptes sont présentés conformément au modèle qui est remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché.

Les modalités du règlement des acomptes du marché sont les suivantes :

- les acomptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions prévues à l'article 13 du CCAG travaux
- les travaux sont constatés et réglés selon leur état d'avancement.

Le règlement du solde des travaux ne pourra être mis en paiement que lorsque les éléments nécessaires à la réalisation du dossier des ouvrages exécutés et au DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage) ont été fournis et que la contre-recette de câblage a été réalisée par le Service d'Infrastructures Locales (SIL).

4.3. Règlement des travaux non prévus

Le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix forfaitaire global, et qui sont définis par des fiches de travaux modificatifs, est opéré de la manière suivante :

Le prix des ouvrages non prévus dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la décomposition de prix visée à l'article 2 du présent CCAP, est calculé en utilisant les prix d'unité de cette décomposition. Le coût de ces ouvrages est révisé à la date d'exécution des travaux et dans les mêmes conditions que les travaux prévus au marché.

4.4. Paiement des sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont subordonnés à la production d'un acte spécial, comprenant les mentions prévues à l'article R 2193-4 du code de la commande publique.

A droit au paiement direct, tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur. Les dispositions de l'article 3.6.2 du CCAG Travaux sont applicables.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions des articles L.2193-10 à L. 2193-14 et R 2193-1 à 5 du code de la commande publique.

Le cas échéant, le paiement du sous-traitant indirect intervient selon les modalités fixées aux articles 3.6.2.4 et suivants du CCAG Travaux : soit directement par le maître d'ouvrage après signature par le pouvoir adjudicateur d'une délégation de paiement, soit par l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect (le sous-traitant de premier rang) après réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire de celui-ci.

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'autoliquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans l'acte spécial de sous-traitance (DC4 ou équivalent).

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

4.5. Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires applicable en cas de retard de paiement est le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

4.6. Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de T.V.A en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors des encaissements correspondants.

Article 5 - DÉLAIS D'EXÉCUTION, PENALITÉS

5.1 Délais d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution est fixé par l'entreprise dans l'acte d'engagement.

En tout état de cause, les travaux devront être achevés pour le **30 septembre 2025** au plus tard.

A la fin des travaux, dans le cadre du délai d'exécution, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, qui auront été occupés par le chantier ainsi qu'à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi. En cas de retard, l'entrepreneur peut encourir les pénalités suivantes : 150 euros par jour calendaire de retard.

5.2 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après sera constaté et dépassera les intensités et durées limites ci-après :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE ET DUREE LIMITES
NEIGE	200 mm en 24h – 10 jours consécutifs
GEL	Moins 10°C – 10 jours consécutifs
VENT	72 km/heure – 10 jours consécutifs
PLUIES	100 mm/24 heures- 10 jours consécutifs

Pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux.

La vérification de la bonne exécution des prestations donnera lieu à une acceptation partielle ou totale.

En cas d'acceptation partielle pour mauvaise exécution ou défaut de qualité des prestations retenues, il est fait application d'une réfaction fixée proportionnellement au coût de la partie des prestations constatées.

5.3 Pénalités pour retard

5.3.1 Retard dans l'exécution des travaux

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée ci-après.

Cette pénalité pourra être appliquée si l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre au marché. Cette provision est constituée à partir du premier retard constaté et jusqu'à l'extinction éventuelle de ce retard.

Montants des pénalités et retenues

MONTANTS en euros HT	
De la retenue journalière provisoire	De la pénalité journalière
200 €	200 €

5.3.2 Retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise des documents (Dossier des Ouvrages Exécutés et Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage), il est appliqué une pénalité de 150 euros par jour calendaire de retard et par objet, déductible des décomptes mensuels du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage, sans mise en demeure préalable en application de l'article 19.3 du CCAG Travaux, et indépendamment des pénalités encourues pour retard de travaux qui pourraient en résulter.

Cette liste de documents pourra être complétée si des modifications ont été apportées à l'opération.

5.3.3 Délais et retenues pour remise des documents

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, les documents nécessaires à la constitution du DIUO devront être fournis au maximum 15 jours avant la date prévisible de l'achèvement des travaux.

5.3.4 Conformité des documents remis par les entreprises

Dans tous les cas, l'entrepreneur devra s'assurer que les documents remis après exécution sont bien conformes, il devra reporter sur les plans toutes les éventuelles modifications en cours d'opération.

En cas de non remise définitive des documents (DOE, DIUO), il sera fait application des pénalités prévues à l'article 4.3.2.

Article 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6.1 Retenue de garantie

Il est instituée une retenue de garantie fixée à 5 % du montant du marché et effectuée sur chaque acompte. Elle sera restituée dans les conditions prévues à l'article R2191-35 du code de la commande publique.

6.2 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions des articles R2191-7 et R2151-13 du code de la commande publique, son taux est fixé à 5% du montant des prestations à exécuter, et sera porté à 30% si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Article 7 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1. Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente. Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

En cas d'observation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du maître d'ouvrage ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci.

Il appartient au titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

7.2. Obligations mises à la charge de l'Administration

L'Administration s'engage à :

- faciliter l'accès des locaux au titulaire. Un badge d'accès sera remis au titulaire et une place de stationnement lui sera affectée.
- mettre à la disposition du titulaire des documents facilitant l'exécution des prestations lorsque l'Administration en dispose
- mettre en place un plan de prévention lors de la réalisation des travaux. Ce plan sera complété et signé par l'Administration et le titulaire au plus tard 10 jours après la notification du marché.

7.3. Obligations mises à la charge du titulaire

- le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires à la satisfaction de l'obligation de résultat.
- Le titulaire s'engage à prendre en charge le déplacement du mobilier si cela s'avère nécessaire à la réalisation des travaux ou à la sécurité des personnes, à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.
- Pendant la période de préparation du chantier, le titulaire devra fournir les noms de toutes les personnes susceptibles d'intervenir pendant le chantier ainsi qu'une photocopie de leur carte d'identité.

7.4. Accès au bâtiment - Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'ouvrage et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Article 8 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux

La procédure de réception se déroule ensuite comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux. Selon les délais fixés à l'article 5.3.3, le maître de l'ouvrage doit disposer des documents constitutifs des DOE tels que fixés aux marchés et du DIUO lors de la réception. Tout document manquant au moment des opérations préalables à la réception (OPR), sera considéré comme une prestation non exécutée et de ce fait fera l'objet d'une réserve au procès-verbal.

Un contre-recettage sera réalisé par le Service d'Infrastructures locales (SIL).

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception du marché, sous réserve que le titulaire s'engage à réaliser ces prestations dans un délai qui n'excède pas 15 jours. Au cas où ces travaux ne seraient réalisés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après une mise en demeure infructueuse.

Article 9 - RÉSILIATION

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou d'exécution partielle de la part du titulaire de l'une quelconque de ses obligations contractuelles, et sauf en cas de force majeure, l'administration pourra après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai d'un mois, résilier de plein droit le marché.

Le marché peut également être résilié aux frais et risques du déclarant par décision du pouvoir adjudicateur en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ou de refus de produire les pièces prévues à l'article 55 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Lorsque le marché est résilié pour un motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation fixée à 5 % du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Article 10 – ASSURANCES

Le titulaire du marché assume une obligation de résultat, à ce titre, il est seul et totalement responsable envers le client de la bonne exécution des prestations et ce, conformément aux spécifications administratives, techniques et réglementaires telles que définies par la législation en vigueur.

Le titulaire sera responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution des prestations ou à l'occasion de l'exécution des prestations aux ouvrages et installations.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit pour toute la durée du marché une assurance responsabilité civile exploitation professionnelle et dommages aux valeurs confiées couvrant l'ensemble des prestations.

Le titulaire s'engage à déclarer à son assureur dans les délais contractuels impartis tout fait susceptible de mettre en jeu la garantie souscrite et, en cas d'acte criminel ou délictueux, à en aviser les forces de l'ordre.

Conformément à l'article 8 du CCAG Travaux, le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après réception des travaux,
- d'une assurance garantissant les tiers des accidents ou des dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation qui devra au moins indiquer de façon non

équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation, et la procédure de mise à jour des primes.

Sur demande du maître de l'ouvrage, il devra en outre fournir dans les plus brefs délais, copie du ou des contrats d'assurances afférents.

En cas de non respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

Article 11 - POUVOIR ADJUDICATEUR/COMPTABLE ASSIGNATAIRE

11.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur signataire du marché est le responsable du pôle Ressources et Gestion État de la DDFIP de la Loire, Administrateur de l'État.

11.2. Comptable assignataire

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances publiques du Rhône et de la région Rhône-Alpes.

Article 12 – TRIBUNAL COMPÉTENT

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03
Téléphone : 04 78 14 10 10
Télécopie : 04 78 14 10 65

Article 13 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux par l'article 2 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux par l'article 7.1 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux par l'article 3.5 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 12.4.4 alinéa 3 du CCAG Travaux par l'article 4.2 du présent CCAP,
Dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.4 du CCAG Travaux par l'article 5.3 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux par l'article 5.3.3 du présent CCAP,
Dérogation à l'article 41.1 CCAG Travaux par l'article 8 du présent CCAP,

Fait, le 26 mai 2025

Le représentant du pouvoir adjudicateur
DDFIP de la Loire
Responsable du Pôle Ressources et Gestion État

Philippe GUECTIER
Directeur du Pôle
Ressources et Gestion État
de la DDFIP de la Loire



